

ENQUÊTE ÉLECTORALE FRANÇAISE 2017

L'incertitude profite à Marine Le Pen

A dix semaines du premier tour de la présidentielle, les électeurs hésitent sur le choix de leur candidat

La nouvelle vague de l'enquête électorale du Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof), réalisée par Ipsos-Sopra Steria du 7 au 12 février auprès d'un panel représentatif de 15 874 personnes, témoigne des mouvements importants qui ont bousculé, depuis un mois, le paysage de la campagne présidentielle. L'entrée en lice du candidat socialiste, Benoît Hamon, autant que l'affaire qui paralyse le candidat du parti Les Républicains (LR), François Fillon, ont modifié de manière significative le rapport des forces entre les principaux candidats.

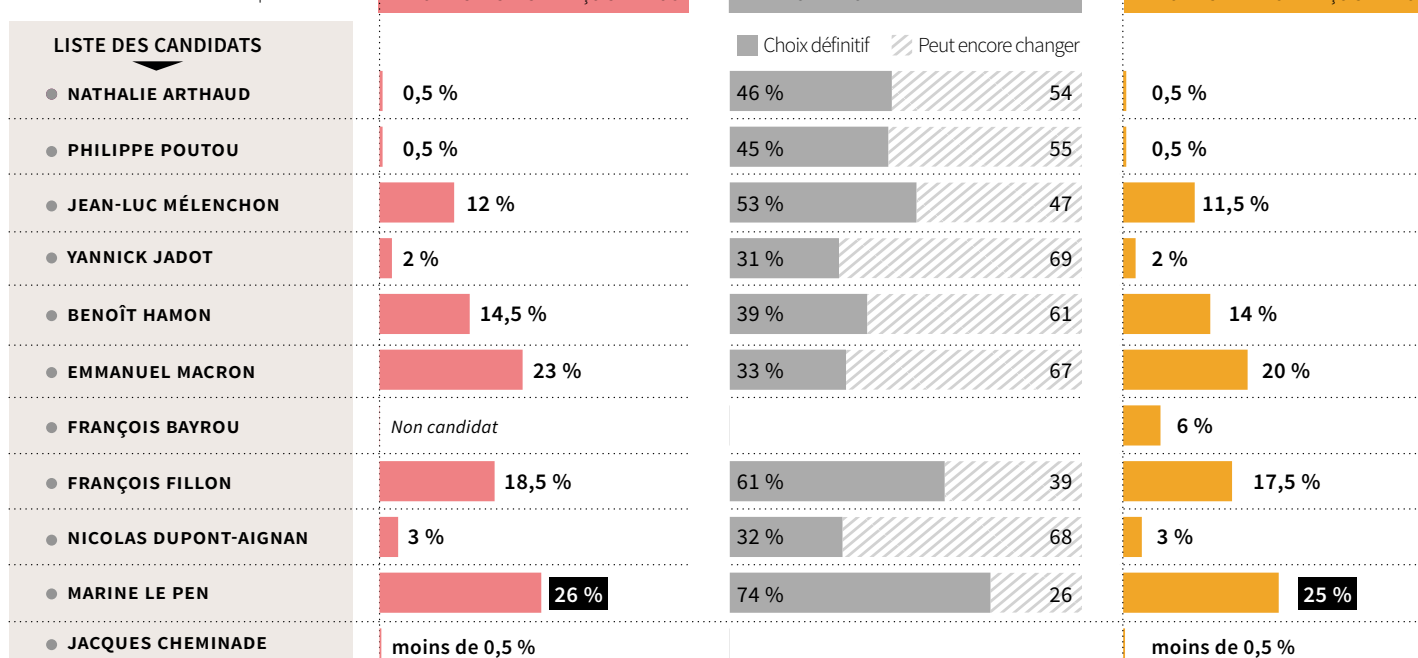
Les incertitudes de l'électorat

L'intérêt pour l'élection présidentielle se consolide (81 % des sondés, en hausse de 1 point en un mois, se déclarant intéressés, dont 53 % très intéressés). En revanche, les électeurs expriment une indétermination très inhabituelle à dix semaines du premier tour. A pareille époque, en 2012, 76 % se disaient certains d'aller voter ; ils ne sont aujourd'hui que 69 %, soit environ 3 millions de moins. En outre, parmi ceux qui se disent certains d'aller voter, 8 % ne forment pas d'intention de vote pour tel ou tel candidat. Enfin, la moitié des électeurs assurent que leur choix n'est pas définitif et qu'ils peuvent en changer – avec, on y reviendra, d'importantes différences selon les candidats. Au total, cette campagne, parasitée par l'affaire Fillon et qui tarde à s'engager sur le fond des projets, laisse les Français beaucoup plus perplexes, troublés et hésitants que lors des précédentes campagnes.

Fillon sanctionné Que ce soit en termes d'intentions de vote ou d'image, le candidat de la droite paie au prix fort l'affaire lancinante des emplois présumés fictifs de son épouse et de ses enfants. Il est désormais crédité de 18,5 % des intentions de vote,

Si le premier tour de l'élection présidentielle avait lieu dimanche prochain, quel serait le candidat pour lequel il y aurait le plus de chances que vous votiez ?

Réponses en fonction de deux hypothèses, en % des personnes certaines d'aller voter et exprimées



SOURCE : CEVIPOF, IPSOS - SOPRA STERIA ET LE MONDE - INFOGRAPHIE LE MONDE. Echantillon de 15 874 personnes inscrites sur les listes électorales, constituant un échantillon national représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus ; dont 11 020 personnes certaines d'aller voter à la présidentielle. Sondage effectué du 7 au 12 février.

soit un recul de 6,5 points en un mois et de près de 10 points depuis sa victoire à la primaire de la droite. Le reflux est particulièrement net chez les sympathisants LR : 76 % d'entre eux se disaient prêts à voter Fillon en janvier, ils ne sont plus que 63 %. Il y a un mois, il paraissait encore assuré de pouvoir se qualifier pour le second tour ; il est désormais devancé par Emmanuel Macron.

Le Pen en position de force La candidate du Front national consolide patiemment sa situation et paraît plus que jamais assurée de se qualifier pour le second tour. Certes, avec 26 % des intentions de vote, elle n'a pas progressé depuis un mois. Mais elle fait désormais

Emmanuel Macron est le principal bénéficiaire des embarras de François Fillon

nettement la course en tête et peut compter sur un électorat remarquablement fidèle et déterminé : 74 % des électeurs qui se prononcent en sa faveur assurent que leur choix est définitif, soit un taux bien supérieur à celui des autres candidats (Fillon 61 %, Mélenchon 53 %, Hamon 39 % et Macron 33 %). Si M^{me} Le Pen apparaît toujours comme la candidate qui « *inquiète* » le plus, elle est aussi celle qui, aux yeux des Français, « *veut vraiment changer les choses* ».

Macron en challenger En dépit des interrogations insistantes sur son programme, le candidat d'En marche ! est le principal bénéficiaire des embarras du candidat LR. Avec 23 % des intentions de

vote, il progresse de 2 points en un mois (et de 5 à 8 points depuis décembre) et s'installe nettement en seconde position. Cette progression résulte du transfert en sa faveur d'électeurs de François Fillon (+ 2,5 points), sensiblement supérieur à la perte d'électeurs macronistes qui ont rejoint le candidat socialiste (- 1,5 point). En outre, l'ancien ministre de l'économie bénéficie d'un surcroît de mobilisation en sa faveur (+ 1 point). Ces mouvements modifient de façon significative le profil de ses électeurs potentiels : il perd 5 points chez ceux qui se situent « à gauche » et 2 points chez ceux qui se classent « plutôt à gauche », mais en gagne 4 chez ceux du « centre » et 7,5 chez ceux qui se disent « plu-

La candidate du FN consolide sa situation et paraît plus que jamais assurée de se qualifier pour le second tour

tôt à droite ». Reste une grande incertitude sur la fidélité de ces électeurs : un tiers seulement (33 %) assurent que leur choix est définitif en faveur de M. Macron.

Le match Hamon-Mélenchon Sa victoire fin janvier à la primaire socialiste a permis à Benoît Hamon de sortir de la marginalité. Le voilà crédité de 14,5 % des intentions de vote, contre 7 % seulement il y a un mois. Et il devance désormais Jean-Luc Mélenchon qui a perdu 2 points en un mois, à 12 %. Le candidat socialiste bénéficie à la fois d'un surcroît de mobilisation (+ 2 points) et du transfert en sa faveur d'électeurs de Mélenchon (+ 2,5 points), de Macron (+ 1,5 point), de l'écologiste Yannick Jadot (+ 0,5 point), des deux candidats trotskistes (+ 0,5 point) et de Fillon (+ 0,5 point). Mais la compétition entre ces deux candidats de gauche ne leur permet pas de rivaliser avec Emmanuel Macron. Compte tenu des sensibilités au sein de l'électorat écologiste, il est vraisemblable que le retrait éventuel de Yannick Jadot bénéficierait autant au candidat de La France insoumise qu'au socialiste.

On notera enfin que le président du MoDem, crédité de 6 % des intentions de vote, paraît définitivement hors jeu. Même s'il retient encore sa décision, François Bayrou ne peut que constater une évidence : Emmanuel Macron ne lui laisse guère d'espace pour incarner une démarche centriste. ■

GÉRARD COURTOIS

Fillon déstabilisé par les révélations du « Canard enchaîné »

Donné grand favori à l'issue de la primaire de la droite, le candidat enregistre un recul spectaculaire des intentions de vote

Presque assuré, il y a deux mois, d'une marche triomphale vers la victoire présidentielle, François Fillon a été déstabilisé par les révélations sur les emplois de son épouse et de ses enfants et leur niveau de rémunération. La onzième vague de la grande enquête électorale du Cevipof réalisée par Ipsos-Sopra Steria permet d'analyser les raisons de ce coup d'arrêt.

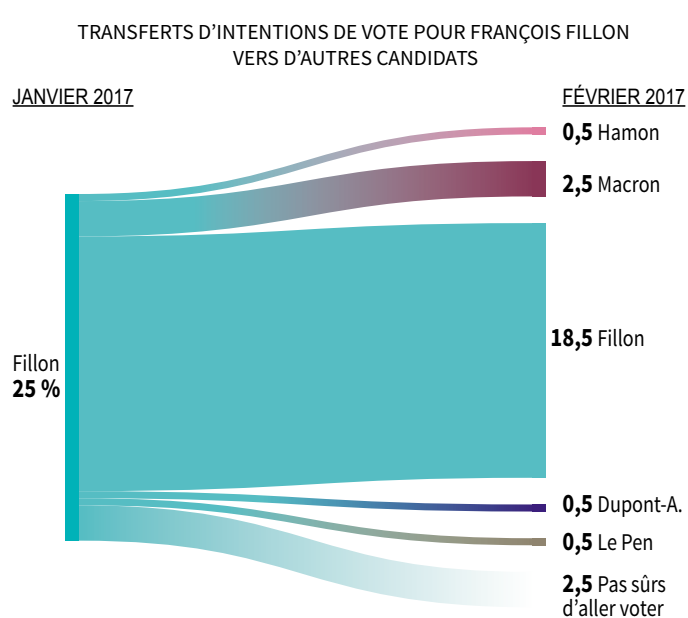
Cette « affaire Fillon » a un impact fort sur les intentions de vote : 18,5 % aujourd'hui, soit une perte de 6,5 points en un mois. Cette baisse est homogène dans pratiquement toutes les catégories : chez les moins de 35 ans (- 7 points) comme chez les plus de 65 ans (- 6), chez les cadres supérieurs comme dans les professions intermédiaires (- 6), chez les employés (- 7), chez les ouvriers (- 5). C'est également vrai en milieu rural (- 6) ou dans les grandes agglomérations (- 7), chez les catholiques pratiquants réguliers (- 7) et chez les non-pratiquants (- 7).

Un reflux aussi général est le signe d'une secousse très forte dans

toute la société et pas simplement à droite. Malgré tout, la chute est encore plus accentuée là où François Fillon était au plus haut : - 9 points chez les indépendants, - 8 dans les foyers gagnant entre 3 500 et 6 000 euros et, surtout, - 13 chez les sympathisants LR, - 11 chez ceux de l'UDI et - 10 chez les électeurs de Nicolas Sarkozy en 2012. La déception est patente, avouée par 44 % des sympathisants LR et 47 % des UDI. Quant à la thèse d'un complot ou d'une affaire politique montée pour discréditer François Fillon et l'empêcher d'être candidat, elle est réfutée par un sympathisant de droite sur deux.

Autre indice négatif pour le candidat LR, son potentiel électoral reste faible, à peine supérieur à celui des intentions de vote : 19 % seulement de l'électorat déclare qu'il y a de fortes chances qu'il vote pour lui (note de 7 à 10), contre 28 % pour Emmanuel Macron, qui dispose donc de réserves plus importantes.

La raison en est simple : notre panel, qui réinterroge les mêmes électeurs, permet d'identifier les « changeurs ». Or c'est bien Em-



manuel Macron qui aspire des électeurs de François Fillon, beaucoup plus que Marine Le Pen : sur les 4 points de perte de François Fillon dus à des transferts de vote entre candidats, 2,5 points sont

captés par le leader d'En marche !, contre 0,5 % par la dirigeante du FN. Chez les seuls sympathisants LR, le phénomène est plus clair encore : sur les 11 points de perte dus à des transferts vers

d'autres candidats, 6 vont vers Macron, 2,5 vers Le Pen.

Enfin, en termes d'image, l'affaire est venue percuter avec une rare intensité ce qui faisait le socle de l'image personnelle de François Fillon : 76 % des Français considèrent maintenant qu'il n'est pas honnête (51 % des sympathisants UDI et 43 % des LR) et 69 % estiment qu'il ne comprend pas bien les problèmes des gens.

Effets de démobilitation

Peut-on, pour autant, considérer que cette affaire rend impossible la qualification au second tour du candidat de la droite et sa victoire finale ? Non, et pas seulement parce qu'il reste plus de deux mois de campagne. En effet, si l'image personnelle de M. Fillon a été sévèrement abîmée, son image politique résiste : 28 % des Français considèrent qu'il a vraiment l'étoffe d'un président (note de 7 à 10). C'est 7 points de plus qu'Emmanuel Macron et que Marine Le Pen. Dans son camp, cette conviction reste solidement ancrée : 58 % chez les sympathisants UDI et 65 % chez les LR.

Le deuxième point à prendre en compte est la persistance d'un socle électoral qui, pour l'heure, reste au-dessus de 18 %. Malgré les fuites d'une partie des électeurs LR et surtout UDI vers Emmanuel Macron, c'est encore 63 % des premiers et 44 % des seconds qui déclarent avoir toujours l'intention de voter pour François Fillon. Cette résistance montre qu'il y a bien un électorat de droite décidé à voter pour lui coûte que coûte, tant il souhaite une alternance après un quinquennat de gauche.

Enfin, il faut noter que, sur les 6,5 points de baisse des intentions de vote de François Fillon, 2,5 sont dus à des effets de démobilitation de son électorat, non à des transferts vers un autre candidat. Ces électeurs de François Fillon, aujourd'hui moins décidés à aller voter à la présidentielle, peuvent se remobiliser dans les prochaines semaines. François Fillon est donc considérablement affaibli dans l'opinion et, pour l'heure, Emmanuel Macron a pris l'avantage. Mais le match est loin d'être plié. ■

BRICE TEINTURIER (DIRECTEUR GÉNÉRAL DÉLÉGUÉ D'IPSONS FRANCE)

Le vote de classe de plus en plus éclaté

L'ancrage électoral des catégories socioprofessionnelles dépasse le traditionnel clivage gauche-droite

Les études de sociologie électorale avaient établi, depuis près de soixante-dix ans, que le vote de classe se caractérisait par un clivage politique marqué où les classes populaires portaient leur choix sur un candidat de gauche et les classes privilégiées sur un candidat de droite. En 1944, le sociologue américain, Paul Lazarsfeld, écrivait que « les caractéristiques sociales déterminent les caractéristiques politiques ».

Aujourd'hui, le vote de classe n'a pas totalement disparu, mais il s'est profondément transformé. Les différentes catégories socioprofessionnelles ont un rapport à l'économie moins conflictuel et plusieurs partis politiques se sont éloignés du programme qui les rattachait à leur électorat naturel.

La onzième vague de l'enquête du Cevipof confirme l'érosion d'un vote de classe, amplifiée par une recomposition de l'espace électoral autour de quatre ensembles de familles politiques (gauche, centre, droite et extrême droite). Lors de chaque scrutin se pose la question du vote des différentes catégories socioprofessionnelles avec son lot de polémiques.

Pour répondre avec exactitude, il est important de distinguer l'effet de composition (sur cent ouvriers, y a-t-il une majorité d'entre eux qui s'expriment pour le Front national?) et l'effet de structure (parmi cent élec-

teurs de Benoît Hamon, combien sont ouvriers?).

Prenons l'effet de composition. En février 2017, si l'on tient compte de l'ensemble des ouvriers inscrits sur listes électorales, 42 % d'entre eux envisagent de ne pas voter, contre 39 % pour les employés et 34 % pour les cadres et professions intellectuelles supérieures. Ainsi parmi 100 ouvriers, 42 d'entre eux sont des abstentionnistes potentiels, 25 voteraient Marine Le Pen, 10 choisiraient Emmanuel Macron, 8 Jean-Luc Mélenchon et 7 Benoît Hamon.

Le premier parti des ouvriers est donc l'abstention, loin devant le FN. Mais parmi les ouvriers certains d'aller voter (58 %), ils sont 44 % à exprimer un vote frontiste, 16 % à soutenir le candidat d'En marche!, 14 % le leader de La France insoumise et 12 % le récent vainqueur de la primaire socialiste.

Au total, le vote de classe incarné par les ouvriers s'est entièrement éloigné des gauches puisque l'ensemble des candidats positionnés à gauche (Nathalie Arthaud, Philippe Poutou, Jean-Luc Mélenchon, Benoît Hamon, Yannick Jadot) ne recueillent que 16 % du total du vote des ouvriers et 28 % du vote de ceux qui sont certains d'aller voter.

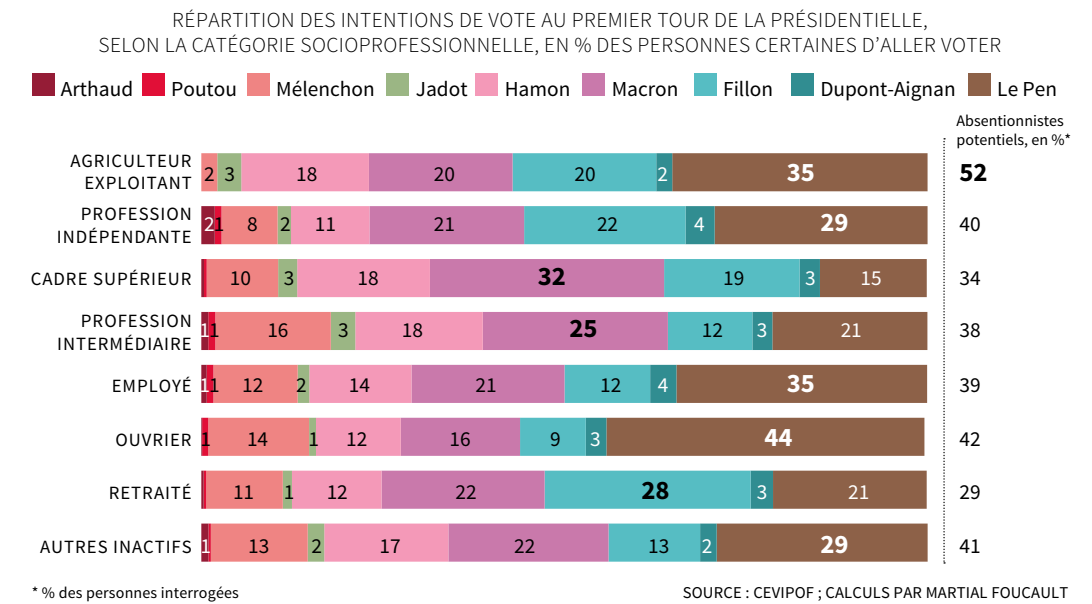
Selon la même logique arithmétique, le vote des employés se répartit entre l'abstention (39 %), M^{me} Le Pen (21 %), M. Macron (13 %) et M. Hamon (8,5 %). Ici, on

comprend mieux le désalignement d'un vote de classe tant les gauches ne parviennent plus à agréger le vote des classes populaires. Le phénomène n'est pas nouveau mais il s'amplifie: en 2002, 43 % des ouvriers et 39 % des employés votaient à gauche.

Forte abstention des agriculteurs

A droite, les transformations sont également à l'œuvre. Alors que les cadres, professions indépendantes et même les agriculteurs constituaient le cœur de l'électorat de droite, ces catégories sociales ne sont plus aussi dominantes. Par exemple, parmi 100 cadres certains d'aller voter, 32 % d'entre eux déclarent voter Emmanuel Macron, 19 % François Fillon, 18 % Benoît Hamon et 15 % Marine Le Pen. En dépit d'un niveau élevé d'abstention (51 %), un tiers des agriculteurs semblent être séduits par la candidate frontiste et seuls 20 % choisissent M. Fillon. Finalement, c'est parmi les retraités que le candidat Les Républicains réalise ses meilleurs scores: ils sont 28 % à le soutenir.

Chez les cadres et professions indépendantes, qui combinent des attributs de richesses patrimoniales et d'attitudes économiques plus libérales, la droite de François Fillon ne parvient à rassembler que respectivement 19 % et 22 % de chaque catégorie. D'autres formes de concurrence électorale menacent désormais le vote de droite: 32 % des cadres



voteraient Emmanuel Macron et 29 % des professions indépendantes choisiraient la candidate du Front national.

Au sujet de la structure de l'électorat de chaque candidat, on retrouve un grand nombre de similitudes. D'abord, la catégorie des retraités est dominante: 52 % des électeurs de M. Fillon, 33 % des électeurs de M. Macron, 30 % de ceux de M. Mélenchon. Avec 14 millions de retraités en France (un électeur sur trois), il n'est pas étonnant que chaque candidat cherche à séduire ce corps électoral. Toutefois, cette catégorie so-

cioprofessionnelle est loin d'être homogène au point de partager des enjeux communs de classe sociale.

Ensuite, la structure socioprofessionnelle de l'électorat de M. Hamon et Macron est relativement poreuse puisque ces derniers attirent plus ou moins le même pourcentage de cadres, de professions intermédiaires, d'employés et de retraités. A l'inverse, l'électorat de la candidate du FN se démarque par plus d'un tiers d'électeurs appartenant aux classes populaires (21 % d'employés et 16 % d'ouvriers)

contre 15 % pour François Fillon et 21 % pour Emmanuel Macron.

Malgré ses vertus indéniables pour comprendre les dynamiques électorales, le vote de classe est éclaté en 2017. Dans un système politique de moins en moins bipartisan, l'ancrage électoral des catégories socioprofessionnelles dépasse le seul clivage gauche-droite et souligne une attirance de plus en plus marquée vers des candidats qui prétendent s'affranchir de cette opposition historique. ■

MARTIAL FOUCAULT
(DIRECTEUR DU CEVIPOF)

Hamon en nette progression, au détriment de Mélenchon

Le candidat socialiste est crédité de 14 % à 14,5 % d'intentions de vote, un gain de sept points en un mois

Réalisée du 7 au 12 février, soit au cours de la deuxième semaine qui a suivi le second tour de la primaire à gauche, la onzième vague de l'enquête électorale du Cevipof fait logiquement apparaître une nette progression de Benoît Hamon. Le candidat socialiste à l'élection présidentielle a profité de sa nette victoire face à Manuel Valls, qui lui a offert une incontestable légitimité et un surcroît de notoriété.

L'enquête ne livre qu'une représentation imprécise, compte tenu des marges d'erreur, de l'état de l'opinion à un moment donné, en l'espèce à plus de deux mois du scrutin. Elle n'a aucune valeur prédictive. Tout au plus donne-t-elle quelques indications sur la période qui a précédé le « terrain » du sondage; aucune sur la suite, qui dépendra d'aléas et dynamiques de campagne par nature imprévisibles et inconnus.

M. Hamon est ici crédité de 14 % à 14,5 % d'intentions de vote – selon que François Bayrou serait candidat ou non –, soit un gain de 7 à 7,5 points par rapport à la précédente vague de la même enquête, qui avait été réalisée du 10 au 15 janvier. A la mi-février, il occupe la quatrième place du classement, avec 2,5 points d'avance sur Jean-Luc Mélenchon. Environ 40 % des personnes qui disent avoir l'intention de voter pour M. Hamon – contre près de 55 % des électeurs potentiels de M. Mélenchon – indiquent, à ce stade, que leur choix est définitif. Si le socle électoral du candidat socialiste apparaît plus friable que celui du candidat de La France in-

soumise, il est plus varié et équilibré: il est composé à parts égales de sympathisants de toutes les familles de la gauche et des écologistes, tandis que les soutiens de M. Mélenchon sont essentiellement des sympathisants du Front de gauche et de l'extrême gauche.

Surcroît de mobilisation

La progression des intentions de vote en faveur de M. Hamon s'est effectuée pour une bonne part au détriment de M. Mélenchon. C'est

ce que montre l'analyse des « changeurs », qui permet dans ce sondage, à partir d'un échantillon identique d'une vague à l'autre, de retracer l'évolution des intentions de vote exprimées en faveur d'un candidat. Dans le cas de M. Hamon, il apparaît que 2 des 7,5 points qu'il a gagnés depuis janvier proviennent d'un surcroît de mobilisation des électeurs: des personnes qui n'étaient pas certaines d'aller voter mais qui le sont désormais et ont l'intention

Environ 40% des personnes ayant l'intention de voter pour M. Hamon indiquent, à ce stade, que leur choix est définitif

de voter pour lui. Le solde, soit 5,5 points, provient de transferts de vote (ceux qui ne le choisissaient pas en janvier et ont désormais l'intention de voter pour lui). Ces transferts viennent essentiellement de personnes qui indiquaient précédemment vouloir voter pour M. Mélenchon (2,5 points) ou pour Emmanuel Macron (1,5 point).

Cette même analyse sur les seuls sympathisants socialistes montre une très forte progression de

M. Hamon auprès de cet électorat. Passé le cap de la primaire, le candidat y gagne 18 % d'intentions de vote (42 contre 24 en janvier). Pour 4 points, il s'agit d'un surcroît de mobilisation. Pour 14 points, de transferts de vote. Là encore, ces transferts viennent essentiellement de sympathisants socialistes qui affichaient en janvier leur intention de voter pour M. Mélenchon (6 points) ou pour M. Macron (6 points). ■

JEAN-BAPTISTE DE MONTVALON

L'image des principaux candidats à la présidentielle

Les phrases suivantes s'appliquent-elles, ou pas, à Jean-Luc Mélenchon, Benoît Hamon, Emmanuel Macron, François Fillon et Marine Le Pen ?
NOTES MOYENNES SUR 10

